

## DU CONFLIT AU TERRORISME EN RD CONGO

## FROM CONFLICT TO TERRORISM IN DR CONGO

Andreea Bianca Urs\*

---

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2020.1.03

Published Online: 2020-06-30

Published Print: 2020-06-30

---

### Abstract:

*A wind of terror has been revealed in Beni territory since November 2019, when a series of mysterious massacres attributed to the Allied Democratic Forces movement (ADF or ADF-Nalu) restarted. For the past two decades the Eastern territory of the Democratic Republic of Congo has been the main target of several bloody conflicts among which the last one is about ADF. Furthermore, the upsurge of ADF massacres was accompanied by a propaganda campaign built around jihadist discourse. Terrorism represents a real contemporary threat for the DRC, but not in its Islamist form as envisaged by the government. This paper aims to analyze the instrumentalization of terrorism in the DRC as well as the steps which have transformed the conflict into terrorism.*

**Keywords:** Democratic Republic of Congo, terrorism, conflict, instrumentalization, rebel movements

### Introduction

Un vent de terreur s'avère à Beni depuis novembre 2019, quand une série des massacres mystérieux attribués au mouvement *Forces Démocratiques Alliées* (ADF ou ADF-Nalu) ont redémarré. Depuis deux

---

\* Andreea Bianca Urs is PhD student at the Faculty of European Studies, Babes-Bolyai University, Cluj-Napoca, Romania.  
Contact: [andreea\\_bianca46@yahoo.com](mailto:andreea_bianca46@yahoo.com)

décennies, le territoire de l'est de la République Démocratique du Congo est en butte à plusieurs conflits sanguinaires dont la dernière en date est celui des ADF. Cette fois, la recrudescence des attaques par les ADF s'est accompagnée d'une campagne de propagande bâtie autour du discours djihadiste<sup>1</sup>. Le contexte politique congolais est prolifique à l'apparition des mouvements terroristes. Nous nous assignons l'objectif de prouver que le terrorisme représente une menace réelle pour la RDC, mais pas sous sa forme islamiste telle que envisagé par la sphère étatique. Ce travail a pour acquis d'analyser l'instrumentalisation du terrorisme en RDC ainsi que les pas qui ont transformé le conflit en terrorisme.

Ce travail est subdivisé en trois sections hormis de cette introduction et les conclusions. Le premier section fixe le cadre théorique et aborde le concept de terrorisme. La deuxième section offre un aperçu historique du mouvement ADF afin de contextualiser la problématique abordée. La troisième section analyse l'instrumentalisation du terrorisme en décryptant la rhétorique « terroristes islamistes » si souvent utilisée par le gouvernement congolais, la communauté internationale et les médias. En ce qui concerne la méthodologie, nous nous sommes appuyé sur l'investigation des documents et sur l'analyse des opinions des experts.

## **I. Approche théorique du terrorisme**

Les attentats du 11 septembre 2001 marquent l'apparition d'une forme d'hyper terrorisme aux dimensions planétaires et les pays occidentaux prennent véritablement conscience d'un danger permanent. Après le 11 septembre 2001, la logique fondée sur le « scénario du pire » domine. Le « scénario du pire » justifie le recours à des pratiques interdites par les valeurs démocratiques et sert d'argumentaire sécuritaire au nom de la prévention. Cet argument conduit à une dévalorisation de l'action policière au profit d'une activité dite proactive ou préventive, non dans le sens d'une élimination des facteurs structurels, mais dans le sens d'une lecture déterministe des comportements. La suspicion et l'urgence seront au cœur de ces logiques qui vont conduire à identifier des menaces comme

---

<sup>1</sup> Les raisons de l'avènement des ADF en 2019 est analysé en détail en : Andreea Bianca Urs, «D'un mouvement rebelle sans frontières à une organisation terroriste Forces Démocratiques Alliées (RD Congo)» Mémoire de Master, Faculté d'Études Européennes, Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca, 2020.

musulman ou migrant. Paradoxalement, cette suspicion peut pousser à la radicalisation alors qu'il n'y en avait pas à l'origine.

À travers le temps, plusieurs définitions et théories ont été formulées selon le contexte et les priorités de chacun, il n'existe pas de définition unique internationalement acceptée de ce qui constitue le terrorisme. Suivant le dictionnaire, le terrorisme est «l'ensemble d'actes de violence (attentats, prises d'otages, etc.) commis par une organisation ou un individu pour créer un climat d'insécurité, pour exercer un chantage sur un gouvernement, pour satisfaire une haine à l'égard d'une communauté, d'un pays, d'un système»<sup>2</sup>. Andrew Pierre a décrit le terrorisme comme la menace de violence et le recours à la peur pour contraindre, persuader ou attirer l'attention du public<sup>3</sup>. Paul Wilkinson expose le terrorisme comme une intimidation coercitive, des actes prémédités ou des menaces de violence visant systématiquement à inculquer une telle peur à la cible qu'elle obligera la cible à modifier son comportement de la manière souhaitée par les terroristes<sup>4</sup>.

Le terrorisme représente aussi comme le recours à la violence à des fins politiques par des acteurs non gouvernementaux non autorisés, en violation des codes de conduite acceptés concernant l'expression de la désaffection, de la dissidence ou de l'opposition à la poursuite d'objectifs politiques par les autorités gouvernementales légitimes de l'indiquer qu'ils considèrent comme ne répondant pas aux besoins de certains groupes de personnes<sup>5</sup>.

D'une manière générale, on observe que le terrorisme est largement considéré comme une atteinte aux principes fondamentaux de la loi, de l'ordre, des droits de l'homme et du règlement pacifique des différends. Cependant, les cours suivis par des groupes terroristes spécifiques sont dans certains cas jugés justes et défendables par les adhérents. Il faut

---

<sup>2</sup> Dictionnaire Larousse, en ligne, URL :

<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/terrorisme/77478> consulté le 25 mars 2020.

<sup>3</sup> Andrew Pierre, « The Politics of International Terrorism » en Charles W. Kegley Jr, Eugene R. Wittkopf (eds.) *The Global Agenda*, New York, Random House, 1984, p. 85.

<sup>4</sup> Paul Wilkinson, « Editors Introduction: Technology and Terrorism » in Paul Wilkinson (ed.) *Technology and Terrorism*, New York, Routledge, 1993, p. 1.

<sup>5</sup> C. Nna-Emeka Okereke et Jennifer Iheanacho et Chihaodi Okafor, « Terrorism in Africa: Trends and dynamics », en *African Journal for the Prevention and Combating of Terrorism*, No.1, Vol. 5, 2016, p. 4.

souligner que l'aspect le plus alarmant du terrorisme est qu'il frappe souvent des victimes qui ne sont pas directement liées au système politique ou à l'idéologie vers lesquels se dirigent en fait ces attaques. Les actes terroristes ont des répercussions psychologiques de grande portée au-delà des victimes ou des cibles immédiates. En outre, les actes terroristes sont généralement menés par des acteurs organisés non étatiques qui opèrent souvent par le biais de cellules coordonnées. Aujourd'hui, le phénomène du terrorisme s'est métamorphosé dans un grand monstre qui, selon Antonio Maria Costa, « cherche à déstabiliser, à démoraliser et à paralyser l'appareil d'un adversaire déclaré, à créer l'anarchie, la peur ou le sentiment général d'insécurité ou à forcer des individus à réaliser les souhaits des terroristes<sup>6</sup> ».

Finalement, le terrorisme ne constitue pas qu'un aspect très limité du large spectre de la violence humaine.

### **Le terrorisme en Afrique**

Les traumatismes liés au terrorisme sont un problème exponentiel en Afrique. Alors que le phénomène du terrorisme n'est pas nouveau sur le continent, sa tendance à la hausse est devenue une préoccupation politique importante. L'Afrique offre une culture fertile pour le terrorisme en tant que résultat, *inter alia* : des idéologies extrémistes de groupes faisant pression pour démanteler les anciens États et d'établir de nouveaux ; instabilité politique et régionale persistante ; tensions ethniques et tribales et fondamentalisme religieux. Les incidents terroristes sont manifestés sous la forme de bombardements, d'enlèvements, de tortures, de meurtres et d'assassinats, d'incendies criminels, de sabotages, d'appels téléphoniques mystérieux, de détournements, d'intimidations et de vols, la prise d'otages, le piratage, la pollution toxique, la contrebande d'armes, l'occupation des installations et l'empoisonnement<sup>7</sup>. Ces manifestations viennent compléter l'instabilité politique, les conflits armés, la corruption, le sous-développement, la faim, les éléments de la maladie qui englobent les réalités de sécurité du continent.

---

<sup>6</sup> Nations Unis, « Delivering Counter-Terrorism Assistance » United Nations Office for Drug and Crime: Terrorism Prevention Branch, Avril 2005.

<sup>7</sup> C. Nna-Emeka Okereke, « Interrogating the Scourge of Terrorism in North Africa » en *African Political Science Review*, Vol. 2, No. 1, 2010.

Tandis que tout le monde se focalise sur le Moyen Orient, l'Afrique est une autre partie du monde où l'extrémisme islamique est en plein essor et se radicalise de plus en plus. Exemples notables de ces groupes qui ont augmenté leur ampleur et leur sphère d'activités comprennent : le Boko Haram au Nigéria ; Al-Qaïda au Maghreb islamique et Al-Shabaab en Somalie. Le phénomène est en effet très largement répandu en Afrique sous une forme interne aux États. Il y est pratiqué par des mouvements rebelles *Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola* (Unita) en Angola, *Résistance nationale mozambicaine* (Renamo) au Mozambique, *Lord's Resistance Army* (LRA) en Ouganda, Mouvement pour la démocratie au Libéria (Model) au Libéria, etc. mais aussi des forces gouvernementales : Libéria, Zimbabwe, Angola, Soudan, etc. En 2011, le nombre d'attaques terroristes en Afrique est resté dangereusement élevé, en particulier avec l'avènement de Boko Haram et des militants Ansar-Dine au Nigeria et au Mali.<sup>8</sup>

Diverses raisons ont été avancées comme facteurs causaux des agressions terroristes en Afrique. Certains d'entre eux incluent une gouvernance problématique telle que l'incidence ou l'incidence perçue des tensions politiques, de l'oppression et de la répression, de l'exploitation socioéconomique, et surtout de la privation et de la discrimination résultant de la conscience intergroupes fondée sur des lignes ethniques, religieuses ou de classe.

D'autres incluent l'instabilité politique (comme au Mali), un manque de direction, un sentiment croissant de trahison. De tels échecs de la gouvernance engendrent des griefs profondément enracinés contre l'État et jettent des jeunes crédules à recruter pour des actes de terrorisme.

Jakkie Cilliers explique que, en ce qui concerne « les causes profondes<sup>9</sup>» du phénomène, le comportement politique en Afrique dériverait directement de la situation de pauvreté du continent. En effet, en cas de précarité des ressources, le but principal de la compétition politique est de garantir une consommation économique, but qui, à son tour, est atteint d'une manière optimale par la captation du pouvoir central ou bien par la substitution à celui-ci d'un nouveau pouvoir local.

---

<sup>8</sup> C. Nna-Emeka Okereke, Jennifer Iheanacho et Chihaodi Okafor, *art.cit.*, p. 2.

<sup>9</sup>Jakkie Cilliers, «L'Afrique et le terrorisme», en *Afrique contemporaine*, No.1, Vol. 209, 2004, p. 91.

Ce système politique tend à dégénérer en lutte à mort pour l'accès personnel à des ressources étatiques toujours limitées ; ce jeu à somme nulle oblige aussi des leaders politiques putatifs à engranger des bénéfices matériels pour obtenir des soutiens et vaincre leurs concurrents<sup>10</sup>.

Dans un tel système et à la limite, les acteurs étatiques et sous-étatiques ont intérêt à favoriser la guerre et le désordre puisque ceux-ci peuvent leur fournir des occasions supplémentaires d'accumuler des ressources leur permettant mieux d'asseoir les divers réseaux patrimoniaux sur lesquels ils s'appuient.

En l'absence d'autres possibilités pour le système patrimonial et dans des conditions de raréfaction de la ressource, associer la vie politique au règne du désordre, guerre ou activités criminelles devient une tentation irrésistible. La violence apparaît nécessaire pour acquérir ou conserver sa part de profit.

Essentiellement, le terrorisme en Afrique est un phénomène réel à dimension nationale et c'est le point sur lequel on va édifier notre analyse. La plupart des activités terroristes africaines se limitent à un état.

## II. Aperçu historique des ADF-NALU

Les Forces Démocratiques Alliées-Armée Nationale de Libération de l'Ouganda (ADF-Nalu) sont un des groupes armés les plus anciens et les moins connus et compris de l'Est de la RDC et le seul de cette région à être considéré comme une organisation terroriste appartenant à la nébuleuse islamiste d'Afrique de l'Est.

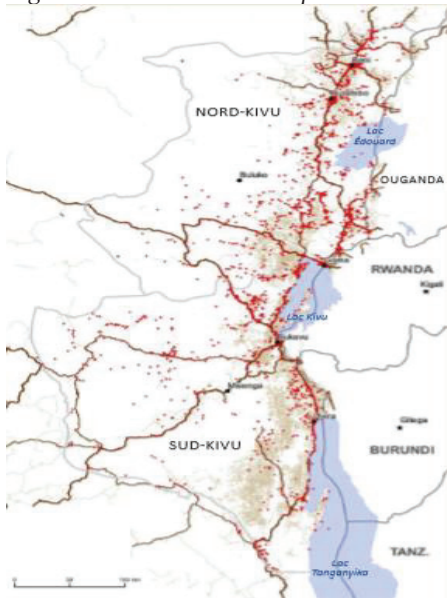
S'ils ne constituent pas une menace déstabilisatrice comme le M23 (groupe qui a été également catégorisé comme terroriste), ils tiennent cependant tête à l'armée congolaise (FARDC) depuis 2010.

Les ADF opèrent dans des zones montagneuses d'accès difficile Rwenzori, surtout dans le « triangle de la mort » : Oicha, Kamango et Eringeti.

---

<sup>10</sup> « Le terrorisme en Afrique : de la faiblesse des États africains à la vulnérabilité des pays occidentaux » le 4 septembre 2014 sur *Corbeaunews*, en ligne, URL: <https://corbeaunews-centrafrique.com/terrorisme-en-afrique-faiblesse-etats-africains-vulnerabilite-pays-occidentaux/?fbclid=IwAR0Vw6zirbmt7mCUkkUZYomYIDPrVGtVop6OUDkOtOrjm8xEDQMI4PcwCRU>, consulté le 25 mai 2020.

Figure 1 – La zone des attaques ADF



Source : Groupe d'étude sur le Congo (GEC)

La région de Beni, située dans la province congolaise de Nord Kivu, et ses alentours ont été de tout temps sous influence de leur voisin ougandais. En septembre 1995, Yusuf Kabanda, un des dirigeants de l'opposition musulmane ougandaise armée, scelle avec le commandant Ali Ngaimoko de l'Armée nationale pour la libération de l'Ouganda (Nalu) une alliance intitulée les *Forces démocratiques alliées-Armée nationale pour la libération de l'Ouganda* (ADF-Nalu). Sans liens idéologiques ni opérationnels préalables, ces deux mouvements localisés sur le sol congolais, ont en commun d'être opposés au régime ougandais. Appuyées par l'armée ougandaise, les mouvements ADF NALU trouvent refuge chez le voisin congolais ou ils fusionnent et forment une rébellion hybride qui irradia fortement en RDC.

Ce qui est essentiel dans la compréhension des ADF est leur composante musulmane. Après la chute d'Amin Dada en 1979, les musulmans ougandais sont opprimés par les régimes de Milton Obote puis de Yoweri Museveni<sup>11</sup>. Dans les années 1980, le mouvement religieux

<sup>11</sup> Groupe d'étude sur le Congo « Le groupe rebelle des ADF vu de l'intérieur. Aperçu de la vie et des opérations d'un mystérieux groupe armé djihadiste », novembre 2018, p. 5.

musulman Tabligh utilise cette oppression et l'appui financier du gouvernement soudanais pour recruter au sein de la jeunesse ougandaise et devenir une structure importante dans la communauté musulmane locale.

La secte Tabligh est un mouvement musulman apparu en 1920 dans le sous-continent indien qui prône une interprétation très littérale et orthodoxe de l'islam. Cette secte s'est implantée dans les années 1970 en Ouganda. Dans leurs revendications, il n'est fait nulle mention de l'installation du califat ou de l'instauration de l'islam comme religion de l'État et leurs tracts ne font que très rarement référence à l'islam – seul le tract diffusé en 2012 fait explicitement référence à des passages du Coran.

L'environnement immédiat des ADF ne présente pas d'indices de radicalisation religieuse. Les musulmans au RDC représentant 1% de la population. Les communautés musulmanes de Beni et Bunia, parmi lesquelles le groupe a recruté, entretiennent de longue date des relations avec le Soudan et le Kenya mais sans que les organisations musulmanes radicales présentes dans ces deux pays se soient implantées dans ces deux villes congolaises.

La menace ADF a été exploitée notamment dans le cadre de la montée globalisée du djihadisme international. Le 11 juillet 2010, l'explosion de deux bombes à Kampala tuant 80 personnes, fut revendiquée par Al-Shabaab en réaction à l'engagement de l'armée ougandaise dans la mission de l'Union Africaine en Somalie (AMISOM). Pour le gouvernement ougandais, l'ADF faisait partie du terrorisme international coopérant avec Al-Shabaab dans la corne de l'Afrique et Al-Qaeda au Maghreb<sup>12</sup>. Dès 2001, les Etats-Unis ont inscrit les ADF-NALU et LRA ougandais sur la liste des organisations terroristes.

Le mouvement dépasse sa dimension ougando-congolaise et commence à s'internationaliser avec les transactions de Jamil Mukulu. Le 12 octobre 2011, le Conseil de sécurité des Nations unies inscrit sur la liste des personnes visées par les sanctions de la résolution 1533, suivi par l'Union européenne le 2 décembre 2012<sup>13</sup>. Jamil Mukulu a été en contact

---

<sup>12</sup> Notons que la liaison entre ADF et Al-Shabaab n'a été jamais prouvée.

<sup>13</sup> « Règlement d'exécution (UE) no 7/2012 de la Commission du 5 janvier 2012 modifiant le règlement (CE) no 1183/2005 du Conseil instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre des personnes agissant en violation de l'embargo sur les armes imposées à la



avec le gouvernement de Khartoum et depuis, il était soupçonné d'avoir établi des liens avec le mouvement Al-Shabaab de Somalie<sup>14</sup>.

Le gouvernement ougandais a toujours présenté de façon systématique l'ADF comme un mouvement terroriste menaçant son existence, en 1999 il avait créé un « Joint Anti Terrorisme Task Force ayant pour mission de traquer les ADF. La vision est partagée par la mission MONUSCO. Les rapports du groupe des experts de l'ONU de 2013, 2014 et 2015 n'ont pas trouvé de preuves avérées de liens entre ADF et Al-Shabaab ou Al-Qaeda. Malgré l'absence de preuves, il n'empêche pas que le gouvernement ougandais reçoit un appui militaire américain du fonds américain contre le terrorisme international qui de 2001 à 2014 est passé de 77 millions à 399 millions de dollars américains<sup>15</sup>. Par ailleurs, la présence des ADF sur le territoire congolais est profitable au gouvernement de Kampala.

Si les fondateurs historiques des ADF (Jamil Mukulu, Yusuf Kabanda, Sheik Kamoga) sont des musulmans en lutte contre Kampala, ce mouvement ne présente pas les caractéristiques d'une organisation islamiste terroriste telle que décrite par les autorités ougandaises, fait qui deviendra de plus en plus visible dans les paragraphes suivants.

L'ADF a été responsable de 205 décès dus au terrorisme en 2018 soit une augmentation de 136% par rapport à 2017<sup>16</sup>. Les populations de Beni et Butembo sont exclus des élections présidentielles de 31 décembre 2018. Le 2019 vient avec la reprise de massacres qui s'intensifient au mois de novembre et décembre 2019. Vu l'ampleur et l'atrocité avec laquelle elles sont perpétrées pendant ces deux mois, un signal d'alarme est activé : il est évident qu'un nouveau chapitre ADF commence à ce moment-là. C'est le moment zéro pour les ADF.

Novembre 2019 a été un mois particulièrement meurtrier pour les civils de Beni, l'épicentre de la terreur, avec le meurtre de 123 par des

---

République démocratique du Congo », Journal officiel de l'Union européenne, 7 janvier 2012.

<sup>14</sup>« International Crisis Group « L'est du Congo : la rébellion perdue des ADF-Nalu », *Briefing Afrique*, N°93 Nairobi/Bruxelles, 2012, p. 9.

<sup>15</sup> Kristof Titeca et Daniel Fahey « The many faces of a rebel group: The Allied Democratic Forces in the Democratic Republic of Congo », en *International Affairs*, 2016, p. 1197.

<sup>16</sup> Global Index for Terrorism 2019.

groupes armés documentés par le KST<sup>17</sup>. La plupart des massacres qui ont eu lieu en novembre 2019 se sont produits sur la route entre Beni et Eringeti, les ADF étant responsables de 15 des 17 massacres perpétrés par des groupes armés dans le territoire. Ces massacres de civils ont provoqué d'importantes protestations à partir du 22 novembre, principalement contre la MONUSCO, accusée d'inaction. Le 25 novembre, la MONUSCO et l'armée congolaise ont convenu de relancer des opérations conjointes contre les ADF.

Pendant les derniers trente-et-un jours de l'année 2019, la terreur s'est amplifiée dans le territoire de Beni. Les massacres de civils se sont poursuivis à un rythme alarmant sur ce territoire en décembre avec 120 décès enregistrés par le KST<sup>18</sup>. Ce lourd bilan suggère que les opérations lancées par l'armée congolaise contre ce soulèvement, le 29 octobre 2019 n'ont pas permis de réduire de manière significative la capacité de l'ADF à faire du mal et n'ont pas été accompagnées de mesures efficaces de protection des civils. Ainsi, la ville de Beni est devenue l'épicentre du terreur de la RDC. En présent, les massacres continuent et leur tendance actuelle est de se déplacer vers Ituri, au dépit des efforts de FARDC.

### **III. Du conflit au terrorisme en RDC**

Le conflit reste le principal moteur du terrorisme, avec plus de 95% des décès par terrorisme survenus dans les pays déjà en conflit. Lorsqu'il est combiné avec des pays à forte niveaux de terreur politique, le nombre passe à plus de 99%. La terreur politique implique des exécutions extrajudiciaires, la torture et emprisonnement sans procès. En accord avec l'Index Global pour le Terrorisme<sup>19</sup>, les dix pays avec le plus haut impact du terrorisme sont tous engagés dans au moins un conflit armé : Afghanistan, Irak, Nigéria, Syrie, Pakistan, Somalie, Inde, Yémen, Philippines et dernièrement la République Démocratique du Congo.

Le terrorisme est également corrélé à l'intensité du conflit. Il existe une forte corrélation entre le nombre de morts au combat par an dans un conflit pays, et le nombre d'attaques terroristes dans la même année.

---

<sup>17</sup> Kivu Security Tracker, Monthly Report, November 2019.

<sup>18</sup> Kivu Security Tracker, Monthly Report, December 2019.

<sup>19</sup> Global Terrorism Index 2019.

Essentiellement, les attaques terroristes dans les pays en conflit sont plus de trois fois aussi meurtrières en moyenne que les attaques terroristes pays non en conflit. Les territoires de l'est de la RDC endurent des conflits sans fin, les traces vivantes d'une guerre qui n'est jamais terminée. Les acteurs impliqués dans les conflits sanguinaires du Nord-Kivu sont multiples. Ils sont à la fois locaux, nationaux et transnationaux, étatiques et privés ; c'est ce qui rend le conflit complexe et durable. La RDC a été politiquement et socialement déstabilisée par une guerre intra-étatique extrêmement brutale entre 1998 et 2003, qui a causé la mort d'environ 5 millions de personnes. L'exploitation des ressources naturelles (et leur mauvaise gestion) a mené à travers le temps à l'éclatement de la violence à plusieurs niveaux. Les ressources peuvent également financer le conflit quand les acteurs s'en servent afin de s'enrichir et de poursuivre leur lutte.

Dans la région de Kivu, la faible gouvernance permet encore aux groupes armés de continuer à extraire l'or, l'étain et d'autres minéraux en dépit d'un accord de paix existant. Bien évidemment, cette exploitation a entraîné de nouvelles tensions et une instabilité de grande ampleur. Dans un pays où les objectifs sont atteints avec l'arme à la main, les acteurs privés (les mouvements rebelles) utilisent leurs positions et le contexte d'instabilité pour maintenir ou exercer un contrôle sur les ressources minérales. Il existe actuellement plus de 130 groupes armés dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, qui s'affrontent pour d'innombrables raisons<sup>20</sup>. La plupart des groupes armés sont intéressés directement par la question de minéraux préparant ainsi le terrain pour les ADF : *Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo* (AFDL), *Rassemblement pour la démocratie* (RCD) et *Mouvement 23 Mars* (M23).

Sur la scène publique congolaise, les conflits et les groupes rebelles s'enchaînaient et maintenant la scène est pleinement absorbée par les combattants ADF. Les ADF sont considérés terroristes par l'État congolais.

À travers leur existence, la sphère étatique leur a offert plusieurs encadrages : un grave danger pour les communautés nationales, groupe responsable d'une série de massacres, le groupe qui a tué un héros national.

Le discours officiel consistant à attribuer les activités des ADF au terrorisme islamiste a été relancé en 2014, juste au moment où des crimes

---

<sup>20</sup> Groupe d'étude sur le Congo « Congo, l'oublié. Les chiffres derrière la plus longue crise humanitaire en Afrique », New York, août 2019.

spectaculaires s'effectuaient à Beni, comme l'assassinat du colonel Mamadou Ndala suivi par des massacres en masse. À partir de 2019, la réaction du gouvernement s'intensifie et les considère comme des terroristes à grande échelle. À ce sens, Radio France Internationale (RFI) leur dessine une image de terroristes islamistes. L'essor des ADF de 2019 a suscité une série des accusations et suppositions qui ont inondé la conscience publique nationale et internationale. Actuellement, les ADF sont vivement associés aux scénarios-possibles comme l'implémentation de l'islamisme ou l'instauration d'un califat dans la région de l'est, mais ces associations sont-elles bien fondés?

En dehors de l'Occident, les pays trouvés encore sous la coupe des variantes du régime autoritaire, le lancement de la guerre totale et mondiale contre le terrorisme par l'administration américaine a été vite transformé en une merveilleuse opportunité pour les classes dirigeantes de discréditer et de décrédibiliser leur ennemies armées<sup>21</sup>. Le 18 avril 2019, par le biais d'un message d'une agence de propagande, le groupe État islamique a revendiqué une attaque dans l'est de la RDC, dans le village de Bovata, à la frontière avec l'Ouganda<sup>22</sup>. Si Daesh évoque un bilan de trois soldats congolais tués et de cinq autres blessés, une source à la Monusco confirme la mort de deux soldats et d'un civil dans l'attaque de la nuit du 16/17 avril 2019. Cette revendication est une première pour le pays, un évènement unique et isolé passée quelques mois avant l'essor des ADF en novembre 2019. Mais malgré ces liens, on ne peut pas dire s'il il y a une liaison entre l'État islamique et ADF ou que l'État islamique contrôle l'ADF de façon opérationnelle. La presse continuellement prête aux ADF des liens avec Daech et Boko Haram mais sans une base factuelle.

« Le Congo est confronté à un terrorisme islamiste international de même type que celui qui frappe les capitales occidentales » a affirmé Lambert Mende en plusieurs reprises. Le successeur de Joseph Kabila

---

<sup>21</sup> François Sadiki Koko, Fraternel Amuri Misako, « Le Terrorisme : Un Concept Abusé, Une Menace Réelle. Le Cas De La République Démocratique Du Congo », *European Scientific Journal*, Vol.13, No.17, juin 2017.

<sup>22</sup> Stanis Bujakera Tsiama « RDC : pour la première fois, le groupe État islamique revendique une attaque sur le territoire congolais », sur *JeuneAfrique.fr*, le 19 avril 2019, en ligne, URL : <https://www.jeuneafrique.com/764953/politique/rdc-pour-la-premiere-fois-le-groupe-etat-islamique-revendique-une-attaque-sur-le-territoire-congolais/>, consulté le 30 mars 2020.

s'appuie sur le discours anti-djihadiste. En visite à Washington au début du mois d'avril 2019, Felix Tshisekedi réclame d'ailleurs que l'ONU inscrive l'ADF Nalu au registre des organisations terroristes. Le président a déclaré que la menace islamiste représente une préoccupation permanente pour lui et son désir est que son pays soit un membre de la coalition contre la lutte anti-terroriste. Il a aussi confié sa crainte de voir une tentative d'installation d'un califat dans la région de Beni et Butambo. Mais cette « crainte » est profondément erronée, survenue d'un intérêt. « L'islam radical est devenu un outil pratique pour les régimes dictatoriaux qui ont besoin de justifier leur répression interne et des attires les bonnes grâces des puissances du Nord <sup>23</sup> ». Ainsi, l'islamisme représente un prétexte pour plaire à l'Amérique.

Les ADF ne s'affichent pas comme une organisation fondamentaliste. L'environnement immédiat des ADF ne présente pas des indices de radicalisation religieuse. L'historien français Gérard Prunier parle « d'islamisme sociaux<sup>24</sup> » pour souligner la faible empreinte musulmane de cette organisation. Les ADF ne fonctionnent pas dans une logique de recrutement de croyants et d'expansion d'une sanctuarisation du territoire.

La thèse de l'installation d'un califat dans les régions de l'est, surtout au Nord Kivu n'est pas possible puisque ces provinces sont majoritairement chrétiennes (catholiques et protestants). Les musulmans y sont sociologiquement minoritaires, ils représentent 1% de la population.

Les musulmans congolais ne sont pas extrémistes, il n'y pas des confréries sociologiquement ancrées dans les provinces de l'Est. Questionné au sujet d'une possible instauration d'un califat dans la région, Mr. Banywesize opine :

Je ne crois pas à la thèse de l'installation d'un califat dans les régions de l'Est du Congo. Les chrétiens, les non croyants et les musulmans vivent dans les mêmes quartiers, fréquentent les mêmes écoles, leurs lieux de cultes sont souvent voisins. Je pense qu'il y a quelques personnes qui exploitent les ressources

---

<sup>23</sup> Thierry Vircoulon, « L'islam radical en RDC, entre mythe et manipulation » en *Ifri*, note 11.

<sup>24</sup> Gérard Prunier, « L'Ouganda et les guerres congolaises » en *Politique africaine*, No. 75, 1999, p. 46.

naturelles de la région avec quelque soutien forces extérieures dont les forces extrémistes d'audience islamiste (après tout, ces forces ont besoins d'accéder aux ressources naturelles qui leurs permettent de renflouer leurs caisses), mais je ne crois pas qu'il y ait un ancrage anthropo-sociologique et politique (il n'y pas de parti politique d'audience islamiste au Congo). Cet ancrage n'existe pas pour le moment<sup>25</sup>.

L'islamisme des ADF reste superficiel, notamment après la rupture de 2014 suite à l'arrestation de Jamil Mukulu. De plus, des enquêtes menées dans ce sens l'attestent que les tueurs ne s'intéressent pas à la religion de leurs victimes avant de les tuer, et qu'il y a eu au moins un cas de musulman tué. Les ADF n'ont jamais revendiquaient explicitement un tel projet. Bien au contraire, il y a une forte conscience nationaliste affirmé au Nord-Kivu et au Sud-Kivu. Il a été constaté que c'est grâce notamment à la résistance, au nationalisme et au patriotisme des populations de ces deux régions des projets funestes des rebellions ont toujours échoué. La réaction du peuple est révélatrice. Comme les massacres provoquent le chaos, la seule forme de structuration de la vie dans l'insécurité est de faire de la logique tribale le mode de vie et parfois même de se doter des forces d'autodéfense qui seront tentées de se transformer en puissance d'attaque pour éviter d'être envahis par la présence des allogènes que l'on accuse de tous les maux. On décide de défendre sa terre, de défendre son identité et de défendre sa parcelle de pouvoir. C'est ainsi qu'à tout moment, les massacres sont attribués aux agresseurs qui viennent d'ailleurs (ougandais, rwandais) ou qui appartiennent à d'autres sphères de vie (islamistes, occidentaux) : les sphères des ennemis que l'on cherchera aussi à massacrer par la suite, dans cette logique on doit comprendre les attaques ADF.

Profondément préoccupé par leur survie continue en RDC, les ADF agissent selon l'idéologie de la mort. Afin de comprendre cette logique, il est nécessaire qu'on regarde de l'intérieur à l'extérieur. En ce qui concerne l'intérieur, les ADF ne présentent pas des symptômes musulmans, tous ceux-ci leur ont été attribués par les facteurs extérieurs Monusco et le gouvernement actuel. Maisons incendiées et d'autres pillées, blessures, personnes lynchés et tués, des enfants kidnappées pour rançon sont

---

<sup>25</sup> Entretien avec Emmanuel Banywesize (Sociologue et philosophie, professeur à l'Université de Lubumbashi), le 10 avril 2020.

vraiment des actes terroristes, lesquelles le media ajoute la description « les terroristes islamistes »; « les terroristes ougandais »; « les musulmans ougandais ». Ce désastre humanitaire entretenu en présent par les ADF est la conséquence directe de la lutte pour les ressources minières et forestières.

En ce qui concerne l'extérieur, les ADF feraient partie d'un réseau transnationale d'intégristes musulmans qui s'étend jusqu'au Sahel, en passant par les Al-Shabaab somaliens. Cette version a été relancée à partir des confidences d'un mystérieux personnage qui se présenta comme un transfuge des ADF, le fameux « Mr. X ». Le Mr X a affirmé que les ADF travaillent avec une demi-douzaine de groupes terroristes dont Al Quaida, Al-Shabaab, le Hezzbolah et Boko Haram. Durant des mois le « Mr. X » était l'informateur attiré de la Monusco sur les ADF ce qui a résulté des rapports faux et fabuleux. Le Monusco n'a pas vérifié l'information reçue, la vérité est révélée par Fahey qui énumère dans son article « L'homme qui a floué l'ONU<sup>26</sup> » la litanie des mensonges sur les ADF. La crédibilité de Mr X fut ruinée après qu'il ne put reconnaître la photo de Jamil Mukulu que Daniel Fahey lui présenta<sup>27</sup>.

Contrairement à l'image construite, ce groupe n'est soumis à aucune organisation terroriste, il fait le recours à la terreur afin d'augmenter leur profit, le financement reste primordial. Les ADF n'attaquent pas le gouvernement, ils s'attaquent aux populations dont les activités principales sont l'agriculture (production du cacao ou du café, des haricots et des paumes de terre) et le commerce. En s'en prenant à eux, les ADF les poussent à quitter leurs villages, à abandonner leurs champs afin d'obtenir la suprématie dans le territoire pour continuer activités économiques.

Les conflits peuvent fournir un excellent contexte à un large éventail d'acteurs politiques et économiques pour poursuivre « des stratégies violentes, profitables et politiquement avantageuses...avec beaucoup d'impunité<sup>28</sup> ». Bien évidemment, il existe une tension entre les forces du changement et le désir de changement. Grace à leur stratégie terroristes, ADF ont développé des mécanismes pour contrôler une grande partie de

---

<sup>26</sup> Daniel Fahey, « Congo's Mr. X. The man who fooled the UN », No. 2, Vol. 33, *World Policy Institute*, 2016, p. 95.

<sup>27</sup> *Ibidem*.

<sup>28</sup> David Keen, *Useful enemies: when waging wars is more important than winning them*, New Haven CT, Yale University Press, 2012, p. 236.

l'économie locale et obtenir des gains privés illicites, pour gagner la lutte intense pour l'accès aux ressources naturelles et à la terre.

Toute réflexion faite, les ADF ne sont plus liés à l'islamisme, mais leur essor englobe deux luttes considérables : leur lutte pour leur survie dans le territoire et la lutte pour les ressources ; la lutte pour les ressources dépend bien de leur existence. Les ADF représentent aujourd'hui l'arbre qui cache la forêt plein de richesses et derrière lequel d'autres acteurs tentent de fuir leur responsabilité.

## **Conclusions**

Une fois avec le revirement des ADF en 2019, on peut parler d'un conflit exacerbé jusqu'au terrorisme. Les massacres des ADF répondent de la terreur, donc au terrorisme, mais il ne s'agit pas de la terreur au nom de la religion, mais terreur au nom du profit dont les acteurs profitant pour se régler des comptes pour que chacun en tire sa partition. Leur image de fanatiques servie par les médias est spécialement conçue pour distraire l'attention de la disparition du coltan et d'autres ressources minières et forestières.

Bref, une grande partie des problèmes déjà existants sur le territoire ont été retouchés et replacés dans le contexte actuel des ADF. Tout cet amalgame représente en fait une diversion délibérée.

Les ADF sont un groupe hétéroclite. Les ADF ne sont ni islamistes, ni ougandais, ni même terroristes islamistes au vrai sens du terme. Actuellement, ils sont purement congolais. Les ADF constituent une organisation armée et mafieuse qui bénéficie de plusieurs complicités locales, nationales et transnationales dans un contexte d'impuissance publique en RDC, mais une organisation qui n'a pas la capacité de conquérir un pays et de reverser un régime et qui, pour survivre, doit recourir aux méthodes terroristes, aux crimes massifs et aux rapines et aux pillages exercées sur des populations vulnérables et innocentes. En RDC, le mode de fonctionnement représente une lutte vie et mort pour l'accès aux ressources. Naturellement, l'accès aux ressources signifie l'argent pour financement du groupe. Il est évident que les tuniques des musulmans aident la diversion qui tend à masquer la face commerciale de la crise pour faire avancer la thèse islamiste qui n'a jamais réussi à convaincre aucun congolais. La traque des ADF a permis au gouvernement congolais



d'arrêter ses opposants supposés collaborer avec les rebelles et de museler les médias censés faire leur propagande. Toutefois, le terrorisme reste une menace réelle pour l'est de la RDC, c'est pourquoi il est nécessaire que l'armée se mobilise afin de produire de stratégies nouvelles, qui soient moins prévisibles pour n'importe quel ennemi.

En RDC, le terrorisme est un concept mal compris et instrumentalisé, mais qui décrit en même temps une menace réelle. Le contexte politique est favorable à l'apparition des mouvements terroristes.

L'instrumentalisation du concept terroriste par les acteurs politiques congolais contribue à empêcher une meilleure saisie du phénomène et contribue de cette manière à son amplification dans le territoire visé.

## Bibliographie

### Livres

Keen, David (2012), *Useful enemies: when waging wars is more important than winning them*, New Haven CT, Yale University Press.

Kegley Charles, Wittkopf Eugene(eds.) (1984), *The Global Agenda*, New York, Random House.

Stearns, Jason (2012), *From CNDP to M23. The evolution of an armed movement in eastern Congo*, Londres, Rift Valley Institute.

Wilkinson, Paul (ed.) (1993) *Technology and Terrorism*, New York, Routledge.

### Dictionnaires

\*\*\**Dictionnaire Larousse*, en ligne, URL : <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/terrorisme/77478>, consulté le 25 mars 2020.

### Articles scientifiques

Cilliers, Jakkie (2004), « L'Afrique et le terrorisme », en *Afrique contemporaine*, No.1, Vol. 209.

Fahey, Daniel (2016) «Congo's Mr. X. The man who fooled the UN », No. 2, Vol. 33, World Policy Institute.

Koko, François Sadiki, Amuri Misako, Fraternel (2017), « Le Terrorisme : Un Concept Abusé, Une Menace Réelle. Le Cas De La République Démocratique Du Congo », *European Scientific Journal*, Vol. 13, No. 17.

- Mișcoiu, Sergiu (2015), « Introduction. Etudier les systèmes politiques de l'Afrique francophone » in Sergiu Mișcoiu, Sèdagban Hygin F. Kakaï & Kokou Folly L. Hetcheli, *Recul démocratique et néoprésidentialisme en Afrique centrale et occidentale*, Iasi, Institutul european
- Okereke, C. Nna-Emeka (2010) « Interrogating the Scourge of Terrorism in North Africa » en *African Political Science Review*, Vol. 2, No. 1.
- Okereke C. Nna-Emeka, Okafor Jennifer Iheanacho et Chihaodi (2016), « Terrorism in Africa: Trends and dynamics », en *African Journal for the Prevention and Combating of Terrorism*, No.1, Vol. 5.
- Prunier, Gérard (1999), « L'Ouganda et les guerres congolaises » en *Politique africaine*, No.75.
- Sandler, Todd (2015) *Terrorism and counterterrorism: an overview*, *Oxford Economic Papers*, Volume 67, No.1.
- Titeca Kristof, Fahey Daniel (2016) « The many faces of a rebel group: The Allied Democratic Forces in the Democratic Republic of Congo », en *International Affairs*.
- Vircoulon, Thierry, « L'islam radical en RDC, entre mythe et manipulation » en *Ifri*, note 11.

### Dossiers et documents divers

- Centre d'études stratégiques de l'Afrique « La nature évolutive des Forces démocratiques alliées », 21 février 2019.
- Groupe d'étude sur le Congo, « Congo, l'oublié. Les chiffres derrière la plus longue crise humanitaire en Afrique », New York, août 2019.
- Groupe d'étude sur le Congo, « Qui sont les tueurs de Beni ? », Rapport d'enquête No. 1, 2016.
- Groupe d'étude sur le Congo « Le groupe rebelle des ADF vu de l'intérieur. Aperçu de la vie et des opérations d'un mystérieux groupe armé djihadiste », novembre 2018.
- Global Terrorism Index 2019.
- International Crisis Group « L'est du Congo : la rébellion perdue des ADF-Nalu », Briefing Afrique N°93 Nairobi/Bruxelles, 2012.
- International Crisis Group « Congo : Ramener la paix au Nord Kivu », Rapport Afrique No. 133, 31 octobre 2007, p.27.
- Institut d'études de sécurité, « ADF Cleaning Out the Closet: Armed Groups in the Great Lakes Region », 8 octobre 2009.

Kivu Security Tracker, Monthly Report, November 2019.

Kivu Security Tracker, Monthly Report, December 2019.

Nations Unis, « Delivering Counter-Terrorism Assistance » United Nations Office for Drug and Crime: Terrorism Prevention Branch, Avril 2005.

« Règlement d'exécution (UE) no 7/2012 de la Commission du 5 janvier 2012 modifiant le règlement (CE) no 1183/2005 du Conseil instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre des personnes agissant en violation de l'embargo sur les armes imposées à la République démocratique du Congo », Journal officiel de l'Union européenne, 7 janvier 2012.

## Sitographie

Stanis Bujakera Tsiamala « RDC : pour la première fois, le groupe État islamique revendique une attaque sur le territoire congolais », sur *JeuneAfrique.fr*, le 19 avril 2019, en ligne, URL : <https://www.jeuneafrique.com/764953/politique/rdc-pour-la-premiere-fois-le-groupe-etat-islamique-revendique-une-attaque-sur-le-territoire-congolais/>, consulté le 30 mars 2020.

« Le terrorisme en Afrique : de la faiblesse des États africains à la vulnérabilité des pays occidentaux » le 4 septembre 2014 sur *Corbeaunews.com*, en ligne, URL: <https://corbeaunews-centrafrique.com/terrorisme-en-afrique-faiblesse-etats-africains-vulnerabilite-pays-occidentaux/?fbclid=IwAR0Vw6zirbmt7mCUkkUZYomYIDPrVGtVop6OUDkOtOrjm8xEDQMI4PcwCRU>, consulté le 25 mai 2020.

